

## LA PUISSANCE OU L'INFLUENCE ? LA FRANCE DANS LE MONDE DEPUIS 1958

Maurice Vaïsse

Paris, Fayard, 2009, 650 pages

Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, historien des relations internationales et spécialiste de De Gaulle, Maurice Vaïsse vient de publier une somme appelée à devenir un ouvrage de référence. Avec une grande clarté de présentation et une profonde honnêteté à l'égard des différents protagonistes, M. Vaïsse s'adresse aux étudiants et chercheurs soucieux de mieux comprendre les orientations et les rouages de la politique étrangère française depuis 1958. Il s'adresse également aux responsables de cette dernière en rappelant que leur action s'inscrit avant tout dans une filiation intellectuelle et politique. Les éléments de continuité prévalent dans la mesure où une politique étrangère reste tributaire des victoires et défaites passées. Impossible de rejeter cet héritage : seules les intentions et les capacités du moment peuvent le modifier, le plus souvent à la marge. Le relativisme de l'historien est donc particulièrement bienvenu au lendemain des différents exercices prospectifs qui ont suivi l'élection de Nicolas Sarkozy<sup>1</sup>. L'ouvrage peut aussi se lire en creux comme une tentative réussie de mise en récit de la politique étrangère française. Au final, cette dernière existe surtout à travers la relation que l'on en fait et la manière dont ses agents se l'approprient.

Travail charpenté, ce livre s'appuie principalement sur un corpus de seconde main (ouvrages, suivi des principales revues de relations internationales et de la presse française). Il bénéficie en outre de la relation intime que l'auteur entretient avec les archives de la période De Gaulle (responsable de la publication des documents diplomatiques français pour les années 1960, l'auteur a également présidé le conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle de 1995 à 2001)<sup>2</sup>. Sur le plan conceptuel, le titre de l'ouvrage et une partie de l'analyse s'inspirent directement des réflexions d'Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, qui a développé une typologie des puissances internationales au sein de laquelle la France est définie comme une « puissance d'influence mondiale<sup>3</sup>. » M. Vaïsse s'interroge sur le passage de la puissance à l'influence, en soulignant la valeur cardinale des années De Gaulle dans cette évolution.

1. *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, Paris, Odile Jacob-La Documentation française, 2008 ; A. Juppé et L. Schweitzer (dir.), *La France et l'Europe dans le monde, Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, 2008-2020*, Paris, La Documentation française, 2008.

2. M. Vaïsse, *La Grandeur : la politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.

3. H. Védrine et D. Moïsi, *Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2000, p. 13.

Souvent « sacralisé », cet héritage a fait l'objet d'un large consensus en politique intérieure, consensus qui a eu deux conséquences principales : une forte présidentialisation (et, par conséquent, une marginalisation du Parlement) et une approche souvent incantatoire de l'action extérieure, se traduisant par un fréquent décalage entre les mots et les choses. Cet héritage se serait en partie fossilisé, dans la mesure où les grands principes d'indépendance nationale ne répondraient plus aux mutations du système international (fin de la bipolarité, progrès de la construction européenne, retour de la conflictualité, émergence de menaces globales, révolution de l'information, financiarisation de l'économie...)

L'ouvrage s'ouvre sur la décision prise par le général de Gaulle (mars 1966) « de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN ». Acte fondateur de la politique d'indépendance nationale, cette orientation aura tenu quarante-trois ans jusqu'à ce que N. Sarkozy décide de rejoindre la structure intégrée à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en avril 2009. Avec des nuances personnelles ou conjoncturelles, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac ont maintenu un consensus en politique étrangère. À grands traits, il s'est agi de promouvoir la construction européenne autour de l'axe franco-allemand, d'entretenir une spécificité vis-à-vis de l'OTAN n'empêchant ni la solidarité atlantique ni la participation à des opérations de maintien de la paix, d'encourager de bonnes relations avec Moscou en dépit des aléas, de conduire une politique africaine et une politique arabe destinées à entretenir des zones d'influence traditionnelles.

N. Sarkozy s'inscrit-il dans cette lignée ou est-il parvenu à imposer une « rupture », pour reprendre un terme de sa campagne électorale ? M. Vaisse apporte des éléments tangibles de réponse et penche plutôt vers la première option. En matière de présidentialisation de la politique étrangère, la tendance serait plutôt à l'accentuation de l'implication présidentielle avec quelques concessions au Parlement. Le rôle du Château est renforcé par l'influence des conseillers du président : Claude Guéant, qui intervient dans l'espace public à la différence de ses prédécesseurs, et Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président, qui incarne à lui seul une forme de continuité dans la mesure où il avait été conseiller diplomatique de J. Chirac (1995-2000).

Sur le fond, M. Vaisse considère que N. Sarkozy n'est pas en rupture avec ses prédécesseurs, mais avec *son* prédécesseur, principalement sur le dossier transatlantique, comme en témoigne sa décision de rejoindre « la famille occidentale ». Il y a dans cette posture un effort de réajustement après la brouille franco-américaine de 2003, mais aussi sans doute une

volonté de surpasser l'antiaméricanisme traditionnel d'une partie des élites françaises. La volonté de rejouer un rôle en Europe est également indiscutable : la rupture consiste notamment dans l'attention désormais portée aux nouveaux entrants. En revanche, avec des puissances classiques peu conciliantes, comme la Russie ou la Chine, N. Sarkozy a vite été rattrapé par la réalité des rapports de forces et des échanges commerciaux. Vis-à-vis de l'Afrique, le discours de Dakar (juillet 2007) a suscité une vive polémique sur sa conception des civilisations, en rupture effectivement avec celle de son prédécesseur.

M. Vaïsse pointe une autre rupture avec le thème de « l'immigration choisie », qui flatte une partie de l'électorat présidentiel en rompant avec une tradition d'intégration des étrangers. De manière plus positive, l'auteur souligne le véritable effort de refondation de la politique arabe avec l'Union pour la Méditerranée lancée en juillet 2008, dont il est toutefois prématuré de tirer un premier bilan. Au final, on peut se demander si la véritable rupture introduite par N. Sarkozy ne réside pas dans un point éludé par M. Vaïsse : le rapport du président à la chose militaire. Ceux qui étudieront son quinquennat en politique étrangère devront probablement se demander dans quelle mesure la mort de dix militaires français à Uzbeïk (août 2008) a pu entraîner une prise de conscience présidentielle quant à l'engagement des forces françaises sur des théâtres extérieurs, et en particulier en Afghanistan.

L'ouvrage se compose de neuf chapitres. Six d'entre eux proposent une approche régionale alors que les trois autres analysent le fonctionnement de l'outil diplomatique. Dans chaque chapitre, le texte respecte une stricte progression chronologique et réserve une large place à la description. Les lecteurs familiers du Quai d'Orsay croiseront bien des noms, des références et des sigles connus. Les autres devront apprendre à naviguer dans ce labyrinthe bureaucratique bien circonscrit par l'auteur. En effet, M. Vaïsse se concentre sur l'outil diplomatique *stricto sensu* : même s'il peut les mentionner à l'occasion, il ne s'attarde guère sur les autres ministères actifs au plan international, via les entreprises ou les organisations non gouvernementales. Cette perspective resserrée aboutit à une présentation diplomatique de la politique étrangère, alors même que sa nature s'est probablement transformée au cours des années étudiées.

En contrepoint, cette perspective permet donc, de manière très utile, de revisiter l'action du Quai d'Orsay dans toutes ses composantes et de construire une image complète de son action officielle. Dans son premier chapitre – « Une politique étrangère élyséenne », M. Vaïsse fait un rappel indispensable sur les attributs de puissance : la possession de l'arme nucléaire depuis le général de Gaulle confère à la France un statut particu-

lier et contribue à entretenir une forme de « monarchie nucléaire ». Par ailleurs, les exportations d'armes demeurent une des priorités de la V<sup>e</sup> République et représentent un vecteur privilégié d'influence au Moyen-Orient notamment, influence directement liée à la perception de la puissance militaire française par les acheteurs. Cela conduit M. Vaisse à une réflexion plus générale sur les « liaisons dangereuses » entretenues entre politique de défense et politique étrangère, sans qu'il soit toujours possible de distinguer l'ordre des priorités...

Le deuxième chapitre – « Le choix européen » – revient sur l'ambivalence fondamentale des élites françaises à l'égard du projet européen, « perçu comme un vecteur de puissance et d'influence mais aussi comme une menace pour la souveraineté et l'identité de la nation ». Il décrit avec précision les rouages administratifs mobilisés dans cet effort d'intégration, qui a concerné tous les ministères, et notamment le rôle du SGCI (Secrétariat général du comité interministériel), ainsi que « la filière européenne du Quai d'Orsay », qui a toujours su attirer des hauts fonctionnaires de grande qualité. M. Vaisse est particulièrement à l'aise pour retracer les différentes étapes de l'intégration européenne, sujet aujourd'hui bien traité par l'historiographie, avant d'estimer que l'échec du référendum de mai 2005 clôt un cycle. « Homme malade de l'Europe » après dix ans de chiraquisme, les élites françaises prennent alors conscience que Paris n'exerce plus de leadership en Europe et que son rêve d'Europe-puissance est un rêve solitaire.

Les troisième et quatrième chapitres – « Ami, allié, non aligné » et « Une belle et bonne alliance à l'Est ? » – traitent respectivement des États-Unis et de la Russie (soviétique). M. Vaisse identifie les personnages centraux de ces deux relations structurantes, la première constituant le socle du système d'alliance de Paris, alors que la seconde s'inscrit dans toute réflexion sur la sécurité européenne. L'auteur revient sur les différends transatlantiques : si les querelles liées à l'OTAN ou aux interventions extérieures sont bien connues, il mentionne à juste titre les divergences de vues dans le domaine énergétique, qui peuvent avoir des répercussions, aujourd'hui comme hier, sur la relation entretenue avec Moscou. L'OTAN figure évidemment à la jonction de la politique française vis-à-vis des États-Unis et de la Russie (soviétique). L'alliance proposait une protection contre la menace militaire soviétique. La chute de l'URSS, comme le rappelle M. Vaisse, a conduit F. Mitterrand à escompter « une profonde transformation, sinon un dépérissement, de l'Alliance atlantique en un organisme de coopération avec l'Est ». Au lendemain du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN et avec l'engagement en Afghanistan, la relation entretenue avec l'OTAN joue aujourd'hui encore sur la politique vis-à-vis de Moscou,

dans la mesure où le Kremlin a toujours encouragé la singularité française par souci d'altérer la cohésion occidentale. Or, aujourd'hui, Moscou voit en l'OTAN une organisation cherchant à l'encercler comme aux plus belles heures de la guerre froide, mais aussi un partenaire éventuel face à des menaces globales. À l'égard de Moscou, la principale rupture est peut-être d'ordre intérieur avec la disparition du Parti communiste français du champ politique national, qui a représenté une force politique de premier plan jusqu'en 1988, à la croisée des deux politiques étrangères. M. Vaïsse rappelle la vigueur des débats d'expertise sur la nature du régime russe et soulève une question qui ouvre des pistes de recherche : dans quelle mesure la politique russe de la France lui a-t-elle fait rater l'élargissement de l'Union européenne aux anciens satellites de Moscou ?

Les cinquième, sixième et septième chapitres – « La politique africaine », « La politique arabe », « Au-delà des mers » – proposent une approche régionale. En ce qui concerne l'Afrique, M. Vaïsse revient dans le détail sur des liens souvent ambigus avec les anciens pays colonisés, avant de pointer le paradoxe suivant : la France a historiquement entretenu des relations suivies avec le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Zaïre, le Gabon, Djibouti et le Tchad, mais l'auteur constate une « disjonction entre son influence politique et la géographie de ses intérêts économiques ». En effet, en 2004, ses cinq principaux partenaires commerciaux sur le continent sont le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Kenya et l'Ouganda. En ce qui concerne le monde arabe, M. Vaïsse commence par rappeler une évidence utile : au lendemain de l'indépendance algérienne, la France n'a objectivement plus besoin de l'alliance avec Israël et va donc chercher à approfondir – par les ventes d'armes notamment – ses relations avec les pays arabes. L'auteur établit donc un lien particulièrement sensible en termes de puissance entre ventes d'armes et approvisionnements énergétiques. En outre, il aborde la question de l'influence de la « minorité musulmane » sur le cours de la politique arabe et l'importance accordée à la Méditerranée, par comparaison notamment avec l'orientation orientale.

M. Vaïsse réserve des développements particulièrement instructifs en termes d'intentions sur les relations entretenues avec le Québec. Mais au-delà des mers, la France peine à faire preuve de constance et d'efficacité en Amérique latine et en Asie, ce qui révèle une défaillance de fond, significative de sa perte de puissance et des limites de son influence : elle n'a pas accompagné le déplacement du centre de gravité du système monde vers la zone Asie-Pacifique. C'est une des grandes carences de sa politique en dépit d'une prise de conscience relativement précoce de l'inexorable montée en puissance de la Chine. Consacrés aux pratiques diplomatiques, les deux derniers chapitres – « La diplomatie multilatérale » et « La diplo-

matie culturelle » – examinent les dispositifs administratifs utilisés pour faciliter l'exercice de l'influence en termes de gouvernance mondiale et de capacité d'attraction.

L'ouvrage de M. Vaïsse est donc d'une grande richesse : il mériterait parfois un recours au comparatisme pour apprécier l'efficacité ou l'inefficacité de la politique française, mais aussi à une exploitation des sources étrangères pour apprécier la manière dont cette politique est perçue. On se surprend également parfois à s'interroger sur les processus de conversion de puissance en influence. Même si cette notion est « vague » pour Paul Valéry et ce concept « flou » pour la science politique, ce qui n'est pas forcément mauvais signe pour un historien, la notion d'influence aurait mérité une mise en parallèle plus poussée avec celle de puissance. En effet, les médias, les positions des multinationales françaises ou les nouvelles technologies (comment une diplomatie recourt-elle, par exemple, au Web 2.0 ?) auraient pu être évoqués. On a parfois l'impression que l'influence n'est au final pour l'auteur qu'un pis-aller face à la perte de puissance, alors qu'elle correspond peut-être aussi à un mode de présence au monde et de gouvernance particulièrement précieux dans un système globalisé. Au demeurant, ces remarques ne font que souligner les attentes suscitées par la profondeur du tableau dressé par M. Vaïsse et constituent autant de sujets de réflexion pour la suite.

L'auteur conclut par un plaidoyer en faveur de la dimension européenne qui seule « permet d'exercer un rôle à l'échelle du monde ». C'est dans ce cadre que la France peut faire prévaloir ses idées, à condition toutefois de faire « son deuil de l'Europe comme multiplicateur de puissance à titre national ». En historien, il conclut donc par un pragmatisme consistant à accepter, sans fausse honte, un héritage qui offre des atouts indéniables et une meilleure compréhension des attentes de nos partenaires. En quelque sorte, pour être influente, la France doit mieux connaître et comprendre les autres, en acceptant d'être influencée. À méditer.

**Thomas Gomart**

Directeur du centre Russie/NEI, Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

### L'ENFERMEMENT PLANÉTAIRE

André Lebeau

Paris, Gallimard, 2008, 312 pages

« Vous vous êtes dépouillés du vieil homme », tel est le satisfecit que St Paul décerna aux Colossiens d'Asie mineure parce qu'ils avaient embrassé la « vraie » foi. En ouvrant le remarquable *Enfermement planétaire*, on découvrira un autre « vieil homme » plus difficile à dépouiller : il s'agit d'admettre que l'humanité est enfermée dans une planète dont les ressources s'épuiseront un jour.

Première croyance à abandonner, l'intériorisation de la formule biblique : « Soyez féconds et prolifiques, remplissez la Terre et dominez-la » (Genèse 1, 28) – sous-entendu, il y aura toujours de la place pour tous. À en croire les tenants du créationnisme, la Terre ne comptait au départ que deux habitants, mais le problème est que « les déterminations génétiques de l'espèce [humaine] façonnées dans un environnement illimité ne sont nullement adaptées au caractère fini de l'espace planétaire ». La Terre est bien remplie : grâce au jeu des intérêts composés, elle a atteint le demi-milliard d'habitants au XVI<sup>e</sup> siècle ; le croît annuel étant alors de 2 à 3 millions. En 1950, on en était à 2,5 milliards, et le croît annuel avoisinait 50 millions. À ce rythme, on a pu remplacer les 10 millions de morts de la Pre-

mière Guerre mondiale en une douzaine de mois ; trente ans plus tard, il en fallut à peu près autant pour les 60 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, la terre ne supporterait pas que la population mondiale actuelle entière atteigne l'« empreinte écologique » de l'Européen ou de l'Américain du Nord : cela « exigerait plusieurs planètes Terre ».

Deuxième croyance problématique, ce que Descartes désignait dans le *Discours de la méthode* comme une philosophie pratique susceptible de « nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature ». En effet, « la limite des ressources environnementales sur lesquelles se fonde l'existence humaine aurait été atteinte depuis longtemps si la technique n'était intervenue pour la repousser ». André Lebeau précise que par « technique », « il entend l'outil qui permet à l'homme d'accroître les prélèvements qu'il opère sur les ressources terrestres ». Ce sont ces prélèvements incessants qui ont permis de repousser la limite des ressources environnementales, mais leur effet cumulé s'est traduit par altération importante de la niche écologique globale, par le biais de deux mécanismes irréversibles : l'extinction des espèces végétales et animales, et l'épuisement des minerais et sources d'énergie, à quoi vient s'ajouter la pollution de l'atmosphère et des océans. Un ajout qui, soit dit en passant, n'est pas mineur, car il résulte, souligne

A. Lebeau, de la production d'énergie et de ressources alimentaires.

Cette population sans cesse croissante (et vieillissante !), enfermée dans une seule et unique planète se vidant de ses ressources, A. Lebeau nous la montre également enclose dans un réseau de quelque 200 États-nations dominés par le « chacun pour soi », les plus développés ayant la latitude de s'affranchir de l'autarcie et de puiser ailleurs les moyens de leur croissance, quitte à « hâter l'entrée dans la zone de collision avec la planète ». Cela dit, y a-t-il vraiment péril en la demeure ? On examinera tour à tour les deux dimensions que A. Lebeau a permis de repérer, le pullulement des êtres humains, et l'augmentation de leur consommation de ressources.

Sur le premier point, on rappellera que le monde sera confronté en 2035 à trois schémas d'évolution très différents : les pays en déclin démographique (Allemagne, Russie, Chine côtière) tentés de relancer la natalité ; des pays africains pauvres à forte fécondité ; enfin les pays à croissance modérée avec inversion de la pyramide des âges<sup>1</sup>. A. Lebeau ne laisse guère d'espoir de voir remettre en cause le droit de procréer, comme le gouvernement chinois a osé le faire. Il n'est que trop vrai, comme A. Lebeau l'avait déjà rappelé<sup>2</sup>, que « chez le même

individu, la conviction qu'il faut infléchir la démographie mondiale se concilie aisément avec celle qu'il convient de préserver, par une natalité vigoureuse, l'avenir de la nation à laquelle il appartient ».

Le second volet du diptyque n'est pas non plus très prometteur. Mis à part la certitude que le rattrapage des pays les moins développés est exclu, le moindre mal semble être de procéder à une révision « réformiste » assez profonde des pratiques économiques existantes, dans le sens préconisé par les travaux de Joseph Stiglitz. Le seul espoir, mais à très long terme, comme l'indiquait A. Lebeau dans *L'Engrenage de la technique*<sup>3</sup>, réside sans doute dans la fusion nucléaire, qui fournirait des ressources suffisantes pour des millénaires ; mais le projet international ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) vient à peine de démarrer.

**Bernard Cazes**

1. J.-C. Chasteland et J.-C. Chesnais, « 1935-2035 : un siècle de ruptures démographiques », *Politique étrangère*, vol. 70, n° 4, hiver 2006.

2. *L'Engrenage de la technique. Essai sur une menace planétaire*, Paris, Gallimard, 2005, p. 244.

3. Il y est aussi fait référence dans J. Lesourne, « Energy and Climate: an Undeniable Need for Global Cooperation », *Politique étrangère*, vol. 73, numéro spécial World Policy Conference, 2008.

**ANATOMIE D'UN DÉSASTRE.  
L'OCCIDENT, L'ISLAM ET LA GUERRE  
AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE**

Enyo

Paris, Denoël, 2009, 424 pages

Le 11 septembre a entraîné une inflation du nombre d'ouvrages sur le terrorisme, d'origine islamique en particulier. Tous relèvent de semblables catégories : universitaires, journalistiques, révélations qui se veulent sensationnelles, ou débats sur le rapport entre sécurité et liberté.

*Anatomie d'un désastre* tranche avec cette production. En fait, il s'agit *stricto sensu* d'un travail *extraordinaire* parce qu'il renouvelle non pas nos connaissances mais notre jugement. Il dissèque, comme le titre nous y prépare, non seulement les structures intellectuelles des hommes d'Al-Qaida et de leurs affidés, mais aussi celles des Occidentaux, c'est-à-dire les nôtres. Il s'inscrit dans la ligne du *Choc des civilisations* de Huntington avec un recul historique, philosophique et surtout religieux infiniment plus profond.

L'auteur fait d'abord apparaître le lien conceptuel entre l'affaiblissement de l'État-nation et notre incapacité, conditionnée par une logique clausewitzienne, à affronter la forme nouvelle que prend le terrorisme du XXI<sup>e</sup> siècle, analysé au regard de l'évolution générale de la guerre et du cadre apolitique de la mondialisation. Une étude détaillée de l'articulation entre l'exercice du

pouvoir et le recours aux armes dans la civilisation islamique montre ensuite que la guerre n'y a jamais été la continuation de la politique par d'autres moyens. D'où un malentendu fondamental sur les causes, les enjeux et les méthodes de la « guerre contre le terrorisme ». Enyo dresse enfin un réquisitoire contre les confusions intellectuelles, le recours aux poncifs et les abîmes d'ignorance qui fondent tant le *hard power* américain que le *soft power* européen.

L'auteur explique comment la mondialisation donne structurellement à la civilisation islamique la possibilité historique de reprendre une offensive dont la raison d'être lui est consubstantielle – quand bien même nombre de musulmans n'y ont jamais participé : « les États islamiques ont été incapables d'affronter les États occidentaux, mais entre individus, tribus locales et communautés mondiales, la lutte redevient possible. Aussitôt que la vie internationale s'est réorganisée à ces niveaux aux dépens de l'échelon étatique, cette lutte retrouve sa vigueur contrariée lors de la parenthèse historique de l'État-nation ». Fondée sur une réflexion de près de 400 pages, cette idée radicalement novatrice a tout pour choquer non seulement les tenants du « politiquement correct » et du « droit-de-l'homme », mais aussi tous les responsables politiques, militaires et sécuritaires qui se trompent de stratégie et parfois d'ennemi. Si certains passages paraîtront « anti-

islamiques » à nombre de lecteurs, les pages anti-occidentales sont encore plus violentes et constituent un réquisitoire sans concession contre les décideurs américains et européens de la décennie.

Le livre commence avec le terrorisme d'origine islamique, mais s'achève avec une réflexion bien plus large sur l'appropriation par l'Islam des instruments intellectuels de conquête du monde développés par les Occidentaux depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Assumant le paradoxe, l'auteur fait appel à la rationalité et aux valeurs humanistes classiques pour placer le combat dans une dimension irrationnelle et faire des horizons spirituels un véritable champ de bataille en pénétrant les structures mentales de l'adversaire. Dénonçant tant notre sensiblerie que la sélectivité de notre compassion, Enyo assume le recours à nos pires démons à condition de savoir pourquoi.

*Anatomie d'un désastre* est un travail particulièrement ambitieux, et il faut reconnaître que l'auteur a les moyens de son ambition. D'elle, nous n'apprenons que son appartenance à un service de renseignement et nous pouvons deviner sa longue expérience à la fois universitaire et pratique des questions abordées, à laquelle s'ajoute un goût évident pour la provocation. Si son livre a un défaut majeur, celui-ci n'est pas tant dans ses idées faites pour susciter d'acribes débats et de virulentes critiques, mais dans l'ef-

fort qu'il exige du lecteur. C'est un texte qui sollicite ligne à ligne une attention soutenue et recèle finalement plusieurs livres en un seul, avant que les fils ne s'assemblent dans une conclusion implacable nous mettant tous, individuellement, face à nos responsabilités d'hommes et de citoyens.

*Anatomie d'un désastre* renouvelle intégralement la réflexion sur le monde de l'après-11 septembre bien au-delà des questions de terrorisme. Que l'on s'accorde avec l'auteur ou que l'on s'oppose à elle, son travail est sur ce sujet le plus argumenté, le plus riche et le plus stimulant.

**Alain Lagarde**

**ECONOMIC GANGSTERS:  
CORRUPTION, VIOLENCE AND  
THE POVERTY OF NATIONS**

Raymond Fisman  
et Edward Miguel

Princeton, Princeton University  
Press, 2008, 250 pages

Ce livre, publié fin 2008, est une allégorie, certes bénigne, de certains travers qu'il prétend pourfendre. Dans le contexte de la crise économique globale, son titre pourrait s'apparenter à une tromperie. Mais c'est plutôt un manque de modestie. Si le lecteur s'attend à une analyse raisonnée des pratiques criminelles, délictueuses ou abusives au sein de l'économie globale, il en sera pour ses frais.

L'ouvrage est une compilation habilement présentée d'articles universitaires des deux jeunes auteurs sur les thèmes des détournements d'argent public, de la corruption et accessoirement de la violence dans les pays en développement. Nous sommes donc plus proches – en moins structuré et plus anecdotique – d'un rapport d'audit que de *La Richesse des nations* d'Adam Smith et sa main invisible.

Rien de très nouveau, sinon la foi dans un projet de réforme des mécanismes d'évaluation et de fonctionnement de l'aide et des politiques de développement fondée sur une rationalité objective. Les interrogations qui s'installent au fil des pages reposent sur un quadruple constat : premièrement, le titre est aguicheur dans le contexte actuel, pour un contenu daté. Ni B. Madoff, ni AIG ne sont évoqués ; Enron n'est cité qu'au détour d'une phrase. Halliburton est épargné de tout questionnement sur les financements en Irak<sup>1</sup>, et les États-Unis exonérés en 4 pages du soupçon qu'il puisse y exister des *economic gangsters*. Ensuite, le discours est moralisateur, à sens unique, du centre (« forcément » sachant et omniscient) vers la périphérie (« par nature » transgressive et agressive). Les exemples sont quant à eux souvent transformés en géné-

ralités, et cette méthode présentée comme l'application de techniques rigoureuses de l'analyse économique. Enfin, la criminalité économique la plus dangereuse – trafic de drogues, de personnes, d'armes, et blanchiment – n'est pas du tout évoquée, ni ses liens avec l'économie formelle.

Prenons l'exemple de l'étude, publiée en 2006, sur le non-respect des normes de stationnement à New York par des diplomates de l'ONU du fait de leurs immunités, et qui est recyclée comme chapitre central du livre. Les auteurs assimilent ce fait à de la corruption ; ils en concluent que la corruption est dans la *nature* de certains pays (« normes sociales ou culturelles »), que les pays qui n'ont « pas d'affinités avec les États-Unis » y seraient davantage sujets que d'autres et que la fin des immunités en 2002 a entraîné une forte diminution des infractions. L'effet *spectaculaire* est certes garanti, mais il serait plus complet si les auteurs avaient intégré les centaines d'infractions impayées par des agences fédérales américaines à New York. Et là encore, s'agit-il de corruption ou simplement d'impunité ?

Les méthodes préconisées en réponse à ces maux font s'interroger. Par exemple, l'application à l'aide au développement de la technique des tests cliniques (*randomized evaluation*), qui conduit les auteurs à conclure que les programmes pour la lutte antiparasitaire sont efficaces

1. Au motif que s'il y avait eu des liens entre Halliburton et l'Administration américaine, la valeur de l'action aurait fluctué en fonction de l'état de santé de Dick Cheney, comme cela a été le cas à la bourse des valeurs d'Indonésie avec l'état de santé de Suharto.

et que la distribution de livres gratuits dans les écoles au Kenya est inefficace, à volume d'aide donné.

De manière plus heureuse, l'idée que le contrôle effectif et une régulation efficace des États et des institutions internationales sont les meilleurs antidotes à la délinquance et la criminalité économique tombe sous le sens.

L'objectif de commercialisation – ou de vulgarisation – a entraîné les auteurs dans l'anecdotique. Fallait-il aller jusqu'à généraliser les leçons de ces anecdotes ? Alors que toutes les institutions financières internationales – et les auteurs avec elles – affirmaient avant la crise que la pauvreté avait reculé dans le monde, pourquoi se focaliser uniquement sur les délits et crimes économiques des seuls pays en développement ? Serait-ce que la corruption et la violence y seraient *moralement* plus condamnables qu'ailleurs ? Ou simplement plus faciles à dénoncer ?

Au-delà des concessions aux dures lois du marché de l'édition, l'ouvrage présente l'intérêt majeur d'ouvrir un débat sur l'économie du développement. Il donne également l'envie de lire le prochain livre des auteurs sur le thème de l'argent et de la morale.

**Philippe Colombani**

**THE RESPONSIBILITY TO PROTECT.  
ENDING MASS ATROCITY CRIMES  
ONCE AND FOR ALL**

Gareth Evans

Washington D.C., Brookings  
Institution Press, 2008, 350 pages

En dépit d'une couverture et d'un sous-titre alarmistes, *The Responsibility to Protect* est un ouvrage empreint d'un optimisme notamment porté par la pacification apparente de l'espace mondial (diminution du nombre de conflits armés majeurs, baisse du nombre global de morts au combat). Gareth Evans, ancien ministre des Affaires étrangères australien (1988-1996) et actuel président de l'International Crisis Group, se félicite en ce sens du statut acquis par sa formule, la « responsabilité de protéger » (R2P), désormais incontournable dès lors qu'il s'agit d'évoquer et de répondre aux défis institutionnels et à l'indignation morale que suscitent les crimes et atrocités de grande échelle. Trois ans après la reconnaissance du concept par le document final du sommet mondial de l'Organisation des Nations unies (ONU) de septembre 2005, et quelques mois après la création à New York d'un Global Centre for the responsibility to protect, l'auteur reste cependant inquiet.

Dans une perspective proche des voies empruntées un siècle plus tôt par Emile Durkheim, l'auteur souligne que l'approfondissement de l'intégration mondiale ne saurait se passer d'une solidarité accrue entre

ses membres. À ce titre, la responsabilité de protéger est l'outil le mieux à même de matérialiser la conscience collective de l'humanité et de la protéger des agressions intolérables que constituent les génocides, les crimes de guerre, les nettoyages ethniques, ou les crimes contre l'humanité. Elle permet en effet de dépasser les lacunes des initiatives dont elle est l'héritière (interventions humanitaires, droit d'ingérence, sécurité humaine, souveraineté comme responsabilité) en offrant une réponse à la fois globale et adaptable aux crimes et aux atrocités de grande échelle. Si la R2P offre de nouvelles possibilités d'action internationale, l'auteur ne la cantonne pas à un usage strictement instrumental et la place au centre d'une analyse renouvelée de l'espace mondial et du principe de souveraineté. Alors que les relations internationales reposent traditionnellement sur la déconnexion entre les faces externe (respect de la souveraineté des autres États) et interne (respect de la dignité et des droits fondamentaux des populations vivant sur le territoire de l'État) de la souveraineté, la R2P vise à réconcilier ces deux volets selon un principe proche de celui de la subsidiarité. La communauté internationale n'a pas vocation à déposséder l'État des attributions liées à sa responsabilité interne et, symétriquement, l'État ne saurait lui déléguer la responsabilité des tâches qui lui reviennent en propre. Pour autant, la communauté internationale ne saurait s'abstraire de

son devoir de s'acquitter des tâches dont l'État n'assume pas la charge dès lors que sa population fait face à un péril que les autorités étatiques ne peuvent pas ou ne veulent pas empêcher.

Aux critiques émanant notamment des pays du Sud, qui fustigent le concept comme l'alibi d'un nouveau colonialisme, G. Evans répond en insistant sur les trois phases complémentaires de la R2P : prévention, réaction et reconstruction. Il plaide également pour une position centrale de l'ONU et du Conseil de sécurité dans la coordination entre organisations internationales, organisations régionales, acteurs étatiques et acteurs non gouvernementaux, tant dans l'analyse des situations que pour l'intervention proprement dite.

L'ouvrage est extrêmement riche d'illustrations précises et bienvenues. Bien que très convaincante, l'analyse décevra peut-être certains lecteurs en quête de données plus détaillées, par exemple sur les débats et mécanismes de l'élaboration, de l'acceptation apparente, et des premiers usages de la notion. La ligne de fracture Nord/Sud est évoquée à maintes reprises comme une explication globale aux difficultés et réticences soulevées par la R2P, mais faute d'indications précises, l'argument se révèle trop approximatif pour réellement emporter la conviction. D'une manière plus générale, les efforts de l'auteur pour éclairer la nature même de la

notion tendent à gommer les débats proprement politiques qu'elle provoque. Présentée comme une réponse « technique » et formelle à une indignation commune, la R2P semble alors gagner en consensus ce qu'elle perd en capacité de mobilisation. En dépolitisant le débat sur la R2P, présentée comme une réponse neutre – bien qu'ambiguë – aux crimes et aux atrocités de masse, le livre de G. Evans s'expose au risque qu'il entend combattre : l'indifférence de ceux qui pourraient la défendre.

**Simon Tordjman**

#### LA GUERRE DU DOUTE ET DE LA CERTITUDE. LA DÉMOCRATIE FACE AUX FANATISMES

André Grjebine

Paris, Berg International, 2008,  
182 pages

Le bras de fer entre démocratie et totalitarisme oppose le doute, stimulant, aux certitudes, stérilisantes. La démocratie admet son auto-institution, c'est-à-dire la relativité de son imaginaire social et la remise en question de ses fondements. En face, les « métastases du tribalisme » produisent, au premier chef, des islamistes bardés de certitudes. Psychologiquement armés, ils se vouent à la propagation d'un absolu. Des croyances indiscutables sont censées provenir d'une source extérieure à la société et la prendre en charge. En revanche, en démocratie, l'esprit critique renvoie les certitudes à la sphère privée.

Chacun est laissé à soi-même pour définir ses valeurs et participer à la société de son propre gré. Le déficit d'horizon commun et de signification de la vie engendre un imaginaire « fragmenté et disparate ». Il faudrait un « devenir qui le dépasse » et pondère son universalisme. L'islam oscille quant à lui entre l'euphorie de la foi et un ressentiment qui attribue les succès de l'Occident à des motivations malsaines ou malignes. Il condamne l'opulence tout en succombant à sa séduction. Situation scandaleuse en contradiction avec la prétendue « supériorité de l'islam ». D'autant que, dans l'optique musulmane, toute humiliation ressentie par un pays rejailit sur l'ensemble de l'*oumma*. Ce ressentiment génère une passivité peu propice au progrès, qui contraste avec l'application de populations soucieuses de développement économique.

Youri Andropov, chef du KGB, désignait le monde islamique comme « un humus en attente de fertiliser la haine de l'Amérique ». Il faut dire, avec Claude Lévi-Strauss, qu'existe une « intolérance musulmane » qui attise « une exclusive contre les infidèles<sup>1</sup> ». Originaire d'Iran, Chahdortt Djavann note que certains adeptes ont réussi à imposer que certaines affirmations soient exemptes de toute remise en question. Taraudé par la mauvaise

1. Cité in S. Launay, *La Guerre sans la guerre. Essai sur une querelle occidentale*, Paris, Descartes & Cie, 2003, p. 81.

conscience, l'auto-dénigrement et la « crainte d'offusquer », l'Occident espère « amadouer les islamistes ». On se presse d'« absoudre l'islam de toute responsabilité dans la montée de l'islamisme », en arguant que son message est mal compris et n'aurait « rien à voir »... comme on disait jadis que le stalinisme n'avait rien de commun avec le communisme. C'est cumuler paresse d'esprit, langue de bois et politique de l'autruche. D'aucuns s'inscrivent dans le conformisme ambiant par conviction, d'autres par intérêt, voire par peur (nous ne sommes plus au siècle où Descartes pouvait se réfugier aux Pays-Bas). L'antienne de la désespérance sociale entend *comprendre* au sens de trouver des circonstances atténuantes sinon des justifications, alors que le terme signifie « cerner les causes d'une situation ou d'une action ». Régler les problèmes que le terrorisme exploite ne sera pas la panacée car d'autres problèmes apparaîtront. A. Grjebine défend et illustre une méthode rationnelle de perception du réel, déplorant qu'un jury universitaire ait accepté une thèse qui définit l'astrologie comme une science humaine. Même si l'on est en désaccord sur certains points, peu importe, ce livre est captivant.

**Marc Crapez**

## SÉCURITÉ/STRATÉGIE

### SIPRI YEARBOOK 2008 ARMAMENTS, DISARMAMENT AND INTERNATIONAL SECURITY

Stockholm International Peace  
Research Institute  
Oxford, Oxford University Press,  
2008, 604 pages

Le 39<sup>e</sup> volume de l'annuaire du SIPRI sur les armements, le désarmement et la sécurité internationale s'inscrit dans la continuité de l'action menée par l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm depuis la fin des années 1960 pour fournir des informations fiables à tous ceux qui s'intéressent aux aspects militaires des relations internationales. À l'origine, l'accent était mis sur le désarmement et le commerce des armes avec les pays du Tiers-monde, mais au fil des ans le champ des études s'est élargi aux problèmes soulevés par l'organisation de la sécurité internationale et l'analyse des conflits armés. Cette tendance s'est confirmée dans les années 1990 sous l'impulsion d'Adam Rotfeld (1991-2002) et d'Alyson Bailes (2002-2007), qui se sont succédés à la direction du SIPRI après la fin de la guerre froide. Depuis lors, l'annuaire consacre des développements substantiels au maintien et à la restauration de la paix dans toutes les zones conflictuelles et prête une attention particulière à l'instauration d'un nouvel ordre de sécurité dans l'espace euro-atlantique.

Le nouveau directeur du SIPRI, l'Américain Bates Gill, n'a pas répudié l'orientation de ses prédécesseurs mais les problèmes soulevés par l'organisation de la sécurité en Europe et l'évolution des relations transatlantiques ne bénéficient plus du traitement de faveur qui leur était accordé naguère. Par ailleurs, on renoue avec des thèmes chers à la *peace research*, comme la violence structurelle dont Johann Galtung s'était fait le théoricien à la fin des années 1960 et la prise en compte de l'égalité des sexes (*gender equality*) dans la « réforme du secteur de sécurité ». Enfin, on a le sentiment d'assister à un repli sur les bastions traditionnels du SIPRI, à savoir l'inventaire des arsenaux des grandes puissances, la production et la commercialisation des matériels de guerre et les négociations en vue du désarmement et de la maîtrise des armements.

Il n'en reste pas moins que l'annuaire de 2008 demeure un instrument utile pour quiconque souhaite s'informer sur le poids des armements dans la politique de sécurité des États et se familiariser avec les problématiques du désarmement et de la maîtrise des armements. Dans ce domaine, l'Institut de Stockholm peut se prévaloir d'une longue expérience ; il dispose de banques de données sur l'évolution du commerce des armes de type classique depuis 1950 et sur les activités des principales industries liées à la défense dans le monde occidental. Certes, les chiffres publiés ne reflè-

tent qu'imparfaitement la réalité, et les flux « d'armes légères et de petit calibre » échappent pratiquement à toute investigation alors qu'elles jouent un rôle majeur dans la genèse et le développement des « nouvelles guerres ». Toutefois, l'analyse des données recueillies par les chercheurs du SIPRI leur permet d'identifier les tendances lourdes dans le domaine des dépenses militaires mondiales, ainsi que dans celui de la production et de la commercialisation des armements. En 2007, on a assisté à une augmentation globale de l'effort de défense des États, mais celui-ci varie en fonction des situations régionales et des exigences de l'adaptation des appareils militaires à leurs nouvelles missions.

L'annuaire fournit également des informations précises sur l'état des négociations en vue du désarmement et sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. L'accent est mis sur la gestion des crises nucléaires en Iran et en Corée, et la coopération nucléaire civile entre les États-Unis et l'Inde est évoquée brièvement. Toutefois, on aurait souhaité que le rôle joué par l'Agence internationale de l'énergie atomique en Iran fasse l'objet d'une présentation plus nuancée, et que le lien entre la dénucléarisation de la péninsule coréenne et l'instauration d'un nouvel ordre de sécurité en Asie du Nord-Est soit souligné plus nettement. Enfin, si l'on fait état des réserves que les gardiens intransi-

geants du Traité de non-prolifération de 1968 ont émises à l'encontre de l'accord américano-indien, il eût été convenable de signaler également qu'il a été salué par des esprits qui ne récusent pas la maîtrise des armements, mais estiment qu'il faut emprunter des voies nouvelles pour relever les défis du « second âge nucléaire ».

Nous formons le vœu que les prochaines éditions de l'annuaire accordent une place plus importante aux questions relatives à la restructuration du système de sécurité occidental et abordent de front la problématique du désarmement telle qu'elle a été énoncée par les quatre personnalités américaines qui se sont exprimées dans les colonnes du *Wall Street Journal*. Comme le président Barack Obama a fait écho à leurs préoccupations et que les chances d'une reprise des négociations russo-américaines sur la réduction des armements stratégiques se confirment, nous ne doutons pas que les chercheurs du SIPRI apporteront une contribution significative au débat qui s'est ouvert sur les perspectives d'un monde sans armes nucléaires.

**Jean Klein**

**LES INTERVENTIONS MILITAIRES  
EN ZONES URBAINES :  
PARADIGMES, STRATÉGIES ET ENJEUX**

Tanguy Struye de Swielande (dir.)  
Bruxelles, Bruylant, 2009,  
336 pages

Bien que longtemps considérée comme secondaire dans l'historiographie stratégique, la guerre urbaine n'est pas un phénomène nouveau. Oubliée pendant la guerre froide, elle a fait son retour dans les années 1990. Les villes de Sarajevo, Grozny, Falloujah ou Bagdad sont devenues le symbole des engagements terrestres des quinze dernières années. Il est donc temps de comprendre et d'optimiser les modes opératoires ainsi que les technologies à mettre en œuvre dans ce nouveau champ de bataille du XXI<sup>e</sup> siècle. Co-écrit par les membres du Réseau multidisciplinaire d'études stratégiques (RMES), sous la direction de Tanguy Struye de Swielande, *Les Interventions militaires en zones urbaines* tente de répondre à cette nécessité en étudiant les opérations urbaines les plus emblématiques de l'histoire militaire récente.

La première partie de l'ouvrage aborde les aspects théoriques et historiques du combat urbain. J. Henrotin nous présente les caractéristiques générales des zones urbaines – cloisonnement, tridimensionnalité et population – qui déterminent la conduite des opérations. Il retrace l'évolution de la pensée stratégique de l'art du combat urbain, du développement de la poliorcétique théorique (Frontin, Végèce, Vauban) à la conception clausewitzienne qui considère que si la ville doit tomber, c'est parce que le combat décisif se sera produit en campagne. Enfin, après

avoir rappelé que la ville, au travers de la guérilla urbaine, était le lieu où se pratique le mieux le concept d'asymétrie, l'ouvrage analyse les théories et doctrines occidentales du combat urbain offensif, de la bataille de Stalingrad à la chute de Bagdad en 2003.

Dans une seconde partie, les auteurs reviennent sur la nécessaire adaptation des équipements et de la technologie au combat urbain. En s'inspirant des retours d'expérience de l'opération Iraqi Freedom, l'étude met en évidence les apories de la « révolution dans les affaires militaires » (RMA), ainsi que l'importance de l'emploi des blindés, en terme de protection et de puissance de feu, face aux postures asymétriques des combattants irréguliers (IED et RPG). T. Struye poursuit en soulignant la pertinence de l'approche anthropologique pour les forces militaires simultanément confrontées à des missions de *peace-keeping*, de *peace-building* ou de contre-guérilla. La ville, parce qu'elle concentre les centres de pouvoir, les populations et les ressources, apparaît comme la zone d'opération privilégiée des actions civilo-militaires en phase de reconstruction et de normalisation. Enfin, l'ouvrage s'intéresse aux déterminants, aux concepts et à l'emploi de la puissance aérienne en combat urbain. En constituant un important levier ISTAR (*Intelligence, Surveillance, Target Acquisition, Reconnaissance*), de combat et de transport, l'intervention de pla-

tes-formes aériennes (avions ou drones) est de nature à réduire la durée des engagements urbains tout en appuyant et en soulageant les forces terrestres. L'emploi de la robotique (drones aériens et terrestres) dans le contrôle du milieu urbain est également analysé, avec tous les risques de surcharge informationnelle que cela comporte.

La troisième et dernière partie est consacrée, au travers de cas pratiques, à l'étude de la guerre urbaine des quinze dernières années. L'ouvrage pose la question de l'émergence d'une école ou d'un « modèle israélien » en matière de guerre urbaine. Il insiste sur l'inadaptation de la stratégie israélienne focalisée sur le combat de haute intensité et la technologie (*Israel's Security Revolution*), les tentatives d'adaptation tactico-matérielle, sans pour autant négliger la dimension éthique parfois remise en cause par les Israéliens eux-mêmes. Enfin, les derniers chapitres abordent l'expérience américaine en Irak en matière de contre-insurrection, ainsi que les leçons russes du combat urbain à travers les différentes batailles de Grozny.

En contraste avec l'abondante littérature parue sur les guerres irrégulières et le retour de l'asymétrie dans les opérations de stabilisation en Irak et en Afghanistan, aucune étude de synthèse n'avait fait, jusqu'à présent, l'objet d'une approche globale, technique et historique sur les engagements terres-

tres en zone urbaine. L'ouvrage du RMES comble cette lacune de manière didactique et précise.

**Anne-Henry de Russé**

### **TSAHAL À L'ÉPREUVE DU TERRORISME**

Samy Cohen

Paris, Seuil, 2009, 304 pages

Dans la lignée de ses dernières publications consacrées aux démocraties en lutte contre le terrorisme, le dernier ouvrage de Samy Cohen est un véritable travail de chercheur : fouillé, rigoureux et tendu vers une certaine objectivité. *Tsahal à l'épreuve du terrorisme* traite pourtant d'un sujet passionnel qui suscite ordinairement plus de pamphlets et d'essais partisans que de travaux académiques.

S'appuyant notamment sur des sources israéliennes diversifiées – revues officielles en hébreu comme *Maarachot*, ouvrages d'universitaires (Benny Morris, Martin Van Creveld...), enquêtes de journalistes tels qu'Amos Harel ou Ofer Shelah, rapports d'associations critiques vis-à-vis de Tsahal comme B'Tselem ou Shovrim Shtika, sans oublier de nombreux entretiens, S. Cohen dresse un tableau sans concession de la manière dont l'armée israélienne fait face, depuis sa création, aux belligérants non étatiques.

Le livre est scindé en deux parties. La première décrit avec minutie le processus qui a conduit à l'enraci-

nement dans la culture stratégique israélienne de la doctrine informelle de la « riposte disproportionnée ». De la lutte contre les « infiltrés » (1948-1956) à la première Intifada en passant par l'opération *Paix en Galilée* au Liban, S. Cohen analyse comment l'usage systématique et parfois indiscriminé de la force s'est dès l'origine imposé comme *modus operandi* de Tsahal pour répondre aux actions des combattants irréguliers. Moshe Dayan et Ariel Sharon – dont l'unité 101 s'est distinguée par des pratiques particulièrement brutales dans les années 1950 – sont présentés comme deux des principaux artisans de la méthode consistant à réagir violemment à toute attaque dans l'espoir que la riposte produise un effet dissuasif. Comme le démontre S. Cohen, cette méthode s'est toujours avérée contre-productive, ne faisant qu'alimenter le cycle de la violence.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la deuxième Intifada. La recherche menée porte aussi bien sur les relations civilo-militaires et des aspects stratégiques que sur des procédés tactiques et des modes opératoires particuliers. L'auteur n'hésite pas à mettre en cause de hauts responsables israéliens, Ehoud Barak par exemple, dont les défaillances de leadership ont eu de graves conséquences. Certains chiffres cités témoignent de la violence de la réaction israélienne face aux attaques armées et aux attentats palestiniens. Au cours du premier mois

de la deuxième Intifada, les soldats israéliens ont ainsi tiré plus d'un million de balles. La section consacrée à l'assouplissement progressif des règles d'ouverture du feu est digne des meilleurs ouvrages de sociologie militaire.

S. Cohen étudie tout aussi remarquablement les garde-fous démocratiques qui encadrent l'armée. La pratique des « boucliers humains », utilisée notamment au cours de l'opération Rempart en 2002, a par exemple été interdite par la justice israélienne. De manière plus générale, le caractère démocratique de l'État d'Israël fait que Tsahal n'a jamais eu recours à une véritable stratégie de terreur. Et l'auteur de conclure : « soit l'armée régulière donne dans la terreur de masse, et elle a de bonnes chances d'atteindre ses objectifs (mais à quel prix ?), soit elle s'interdit d'adopter pareille démarche et elle doit alors accepter de traiter la population et les prisonniers avec un minimum d'égards. Toute stratégie intermédiaire, maniant châtiments collectifs, sévices contre les prisonniers et incitations positives, a peu de chance de voir se réaliser l'objectif souhaité : "l'assèchement des marais" d'où émergent les combattants ». Inutile de préciser que S. Cohen classe l'armée israélienne dans la catégorie intermédiaire.

**Marc Hecker**

## L'EAU. GÉOPOLITIQUE, ENJEUX, STRATÉGIES

Franck Galland

Paris, CNRS, 2008, 186 pages

La perspective de tensions interétatiques liées au partage de l'eau nourrit quelques mythes (l'analogie eau/pétrole par exemple) et concentre périodiquement l'attention médiatique. Sur ce sujet délicat, Franck Galland, directeur de la Sécurité chez Suez Environnement, livre un ouvrage personnel et d'une ambition plus globale. Personnel tout d'abord car le livre résulte du travail d'un professionnel à la fois des secteurs de l'eau et de la sécurité. C'est donc un regard expérimenté, fruit de terrains variés, qui est proposé. Des exemples rarement développés, comme la dépendance de Singapour à l'égard de la Malaisie, les cas de l'Australie, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak (et sa partie kurde) y sont ainsi traités. Personnel encore par l'engagement et les idées de l'auteur pour la résolution des problèmes liés à l'eau, que l'on retrouve notamment dans la conclusion. L'ambition de l'ouvrage réside quant à elle dans l'exploration de tous les liens entre l'eau et les enjeux de sécurité, quelle que soit leur échelle d'analyse. L'exhaustivité n'est donc pas à chercher dans les zones géographiques traitées, mais dans le référencement des types et des formes de tensions liées à l'eau. En associant des éléments macro et micro, le livre évite ainsi l'écueil d'approches régionales trop générales, fréquent

sous le vocable de géopolitique. Il intègre de manière rigoureuse et inédite des travaux académiques ou institutionnels qui font de l'eau une question déjà incorporée à la sécurité nationale et à la prospective de défense aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

L'ouvrage s'organise, entre de denses introductions et conclusions, en études de cas consacrées au Proche et Moyen-Orient en première partie, et à l'Asie/Océanie en deuxième partie. Les chapitres s'enchaînent avec une grande cohérence, nous entraînant par exemple dans la première partie d'Israël à la Turquie, puis à l'Irak, et enfin à l'Arabie Saoudite. Le développement le plus important de l'ouvrage est consacré à la Chine, sa situation interne et ses relations avec ses riverains d'aval.

F. Galland prend toujours soin, loin de toute dramatisation, de replacer les tensions liées à l'eau dans le contexte d'autres enjeux (agricoles, énergétiques, sociaux). La hiérarchisation de ces enjeux dépend ensuite des points de vue adoptés et de l'horizon retenu. Par exemple, la gestion de l'Ili et de l'Irtych peut-elle sérieusement envenimer les relations entre la Chine et le Kazakhstan comme l'expose F. Galland, ou restera-t-elle une question secondaire pour ces deux pays, au moins pendant 15 à 20 ans, au regard d'enjeux énergétiques (intérêt commun pour le gazoduc entre la mer Caspienne et Shanghai), commer-

ciaux (l'Asie centrale représentant la moitié des échanges de la région autonome du Xinjiang) et sécuritaires (lutte contre le séparatisme et l'extrémisme religieux) ?

Les solutions évoquées au fil des études de cas reposent essentiellement sur l'augmentation des ressources alternatives (dessalement, réutilisation, efficacité des réseaux, transferts massifs). Cette approche fondée sur la gestion de l'offre, au détriment de celle de la demande, reflète en fait logiquement le fil rouge de l'ouvrage : la sécurisation des approvisionnements en eau douce. En conclusion, F. Galland souligne une série de « devoirs fondamentaux », qui prennent corps au travers de recommandations pour une politique extérieure de l'Europe axée sur l'eau et pour faire de la Méditerranée un terrain d'expérimentation en matière de coopération et de gestion de la ressource.

**Alexandre Taithe**

## AMÉRIQUES

---

### LES GUERRES SECRÈTES DE LA CIA. LA DÉMOCRATIE CLANDESTINE

John Prados

Paris, Éditions du Toucan, 2008,  
842 pages

Ce texte de John Prados constitue la version profondément remaniée d'un livre publié au milieu des années 1980 et intitulé *Presidents'*

*Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations from World War II Through the Persian Gulf War* (1986). Il traite des interventions clandestines montées par la CIA, depuis les années 1950 jusqu'à la fin des années 1990, sous l'étendard du mieux-être démocratique. Privilégiant les opérations dirigées contre les régimes et les groupes d'opposition dits hostiles, l'auteur se concentre essentiellement sur deux types d'actions : les actions parapolitiques (par exemple, les financements clandestins de partis et de syndicats, la fabrication de propagande blanche et noire, les mobilisations protestataires sur commande) et les actions paramilitaires (trafics, sabotages, assauts sous couverture rebelle). Les tâches de renseignement classiques – collecte et analyse – sont laissées de côté, hormis les situations où elles ont exercé un impact direct sur les décisions des donneurs d'ordres et des maîtres d'œuvre.

*Les guerres secrètes de la CIA* épouse une logique chronologique à peu près linéaire. On y suit les premières opérations montées sous Truman, on y note les systématisations opérées sous Eisenhower, on y détaille le double jeu approximatif des frères Kennedy, on y relève les jugements dubitatifs et les comportements prudents de tel ou tel président conscient d'avoir entre les mains un instrument de pouvoir peu fiable : Lyndon B. Johnson, Bill Clinton. Est-ce à dire que J. Prados succombe au péché de la personna-

lisation à outrance ? Nullement. Archives et témoignages à l'appui, l'auteur nous montre que les opérations de déstabilisation menées par la CIA sont sanctionnées par la Maison-Blanche. Il existe bien entendu toute une série de gradations dans cette relation, en fonction du contexte domestique, du degré d'intimité entre le chef de l'exécutif et le patron de l'agence, du niveau de contrôle que l'exécutif et le Congrès exercent sur la Centrale. Mais pas question de valider le mythe du *rogue elephant*, complaisamment agité pendant les périodes de troubles (Baie des Cochons, Watergate, Iran-Contra).

Inspiré, en partie, par le souci d'enrayer l'érosion d'image qui afflige les États-Unis depuis l'invasion de l'Irak, J. Prados examine également les motivations idéologiques des guerres sous couverture, leur traitement dans la chaîne décisionnelle, leurs effets à court et moyen termes. C'est là que se situe le noyau polémique du texte. Le contraste entre les objectifs avoués des croisés de la guerre froide – étendre l'ordre démocratique – et la tonalité effective de leurs agissements – diffuser la Pax Americana – est patent. Prétendre amener la liberté et le progrès en faussant les élections, en finançant des escouades de tortionnaires et d'assassins, ou en posant des bombes, apparaît à distance comme la manifestation de sérieuses pathologies schizoïdes. C'est aussi, selon J. Prados, la promesse de troubles relationnels à répétition. Parce qu'il

s'avère très difficile de maintenir le secret autour des ingérences. Parce que les castings politiques réalisés par les fonctionnaires du renseignement laissent trop à désirer (le cas Chalabi en Irak ne constitue pas un exemple isolé). Parce que les apôtres de l'action clandestine semblent eux-mêmes constituer une espèce lacunaire : beaucoup d'agités à la William J. Casey, bien peu de joueurs d'échecs à la Richard Helms. Et parce que les fiascos rendus publics génèrent des dommages supérieurs aux succès occasionnels enregistrés ici et là, y compris au niveau de la présidence des États-Unis.

Tel quel, *Les guerres secrètes de la CIA* constitue une lecture passionnante. On aurait aimé que J. Prados creuse un peu plus la question de la compatibilité entre culture du renseignement analytique et culture de l'action paramilitaire, l'une et l'autre paraissant peu faites pour cohabiter sous le même toit. Mais le livre possède bien d'autres atouts. Son principal intérêt réside dans le méticuleux travail de recherche archivistique mené par J. Prados, qui met en relief les processus de prise de décision infra- et inter-organisationnels, les arrangements entre politiques et fonctionnaires, les luttes d'influence entre baronnies, les tactiques de déflexion des responsabilités, les logiques de non-retour sur l'erreur. En privilégiant ces éléments, J. Prados donne une touche très originale à son récit.

**Jérôme Marchand**

## **TECHNOLOGY AND THE AMERICAN WAY OF WAR SINCE 1945**

Thomas G. Mahnken  
New York, Columbia University Press, 2008, 244 pages

## **LA TECHNOLOGIE MILITAIRE EN QUESTION. LE CAS AMÉRICAIN**

Joseph Henrotin  
Paris, Economica, 2008, 300 pages

Publiés près de deux ans après le remplacement de Donald Rumsfeld par Robert Gates à la tête du Pentagone, ces deux ouvrages abordent un thème commun – le rapport des forces armées américaines à la haute technologie – sous deux angles différents, mais complémentaires. Chacun de ces ouvrages est ainsi l'occasion d'une heureuse remise en perspective des projets de « révolution dans les affaires militaires » des années 1990 et de leur suite logique, la « transformation militaire » soutenue avec tant d'ardeur par D. Rumsfeld.

Bien qu'il ait rejoint le Pentagone de 2006 à 2009, c'est en tant qu'universitaire que se positionne Thomas G. Mahnken, qui s'était auparavant distingué par ses nombreux écrits sur l'innovation militaire. À travers des chapitres agencés selon un ordre chronologique, l'auteur se livre à un examen informé et minutieux de l'innovation technologique au sein des forces armées américaines depuis la fin du second conflit mondial. Il soutient ainsi le postulat selon lequel la façon américaine de faire la guerre s'inscrirait dans les

cultures organisationnelles propres à chacune des quatre armées (en anglais, *service*) : l'Army, l'Air Force, la Navy et le Marine Corps. Critiquant la thèse selon laquelle la technologie serait en tant que telle à même de transformer radicalement les pratiques et identités d'une organisation militaire, T. G. Mahnken s'attache à démontrer que culture organisationnelle et technologie s'influencent mutuellement pour faire évoluer les composantes des forces armées des États-Unis à mesure que celles-ci traversent deux périodes de révolution technologique : l'ère nucléaire depuis 1945, puis l'ère de l'information, qui débute à partir des années 1970. Au final, selon le tableau que dresse T. G. Mahnken, si la perception par les États-Unis d'une vulnérabilité face à une menace donnée leur impose de ne pas rester inactifs, et si leur culture stratégique les amène à privilégier une réponse de nature technologique, la forme que prendra celle-ci dépendra toujours des préférences propres à chaque organisation.

La convergence des deux auteurs n'est pas évidente tant la thèse de Joseph Henrotin, rédacteur en chef adjoint de *Défense & sécurité internationale*, peut sembler aller directement à l'encontre de celle de T. G. Mahnken : les États-Unis et leurs forces armées seraient en proie à une « technologisation » – leur choix d'équipements, de doctrine, de stratégie, voire de politique, seraient influencés de manière déter-

minante par leurs conceptions de la technologie et les propriétés associées à cette dernière. Néanmoins, ce désaccord n'est qu'apparent : J. Henrotin souligne à raison l'importance excessive de la technologie aux yeux de certains décideurs politiques, experts et officiers américains, mais rappelle que cette tendance reste soumise aux idiosyncrasies culturelles des « services » américains. Qu'il s'agisse d'incorporation des nouvelles technologies ou d'adaptation aux missions de stabilisation et de contre-insurrection pour l'heure prépondérantes, ces services n'évoluent en effet que dans un cadre hérité de leur culture propre. L'auteur n'en expose pas moins les risques inhérents à faire reposer des choix de stratégie éminemment complexes sur des avancées technologiques aux effets de long terme incertains. Dérive de fascination pour les moyens au détriment des fins poursuivies, la technologisation amène au final à négliger le caractère fondamentalement politique et humain de tout conflit armé.

Au final, si le premier des deux auteurs parvient à dresser une histoire remarquablement claire et cohérente de l'adoption des innovations technologiques au sein des forces armées américaines depuis 1945, le second offre une remise en perspective originale des 20 dernières années d'évolution des quatre armées américaines. Chacun de ces deux ouvrages constitue donc à sa manière un ajout tout à fait bien-

venu à la (parfois trop) longue liste d'écrits dédiés à l'étude du lien entre technologie et stratégie aux États-Unis, et permet d'appréhender les contours des développements futurs de l'appareil de défense américain.

**Corentin Brustlein**

## ASIE

### CHINA'S STRUGGLE FOR STATUS. THE REALIGNMENT OF INTERNATIONAL RELATIONS

Yong Deng

Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 312 pages

L'ouvrage publié en 2008 poursuit une réflexion que Yong Deng avait entamée dans ses deux précédents ouvrages co-dirigés : *In the Eyes of the Dragon: China Views the World* (1999) et *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy* (2005). Dans *China's Struggle for Status*, Y. Deng part de théories de la sociologie et de la psychologie sociale sur le « statut » qu'il adapte aux relations internationales. Selon lui, la façon dont les approches réalistes, libérales ou constructivistes des relations internationales traitent le concept de « statut international » n'est pas satisfaisante. Or le « statut » est une notion particulièrement sensible pour la Chine, au point qu'il apparaît comme le principal moteur de sa politique étrangère.

Pour l'auteur, au cœur de la politique étrangère du pays se trouve la lutte pour dépasser ses désavantages matériels et immatériels afin d'être positivement reconnu comme une grande puissance sur la scène internationale. Cette lutte pour un statut international, pour une forme de reconnaissance, a plusieurs objectifs : premièrement, modeler un environnement international qui permette à l'État-Parti de poursuivre les réformes intérieures à son rythme, deuxièmement, confirmer la puissance et la reconnaissance extérieure de la Chine (les deux étant essentiellement complémentaires pour l'auteur) afin de sécuriser ses intérêts, troisièmement, assurer les autres États que la Chine ne représente pas une menace et enfin, projeter son influence en Asie et au-delà.

La question qui se pose pour la Chine, puissance émergente, est de savoir comment s'introduire dans une hiérarchie déjà établie des grandes puissances. Cette hiérarchie, l'auteur la décrit comme centrée autour de la promotion de la paix, le club fermé des grandes puissances étant réservé aux démocraties attachées à la promotion du libre-échange capitaliste et de la responsabilité internationale. Face aux critères existants, la Chine doit faire le choix de s'adapter ou de s'opposer à la hiérarchie. Pour analyser ce dilemme, l'auteur part de travaux en sciences sociales sur l'aspiration au statut en distinguant deux voies principales : se confor-

mer et atteindre les critères ou tenter de changer ces critères (*exit* ou *voice*, il fait là référence aux travaux d'Albert Hirschman : *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, 1970). La politique extérieure de la Chine serait un mélange de conformisme et de révisionnisme face à une hiérarchie qui lui est imposée.

L'auteur souligne tout au long de son ouvrage combien l'orientation de la politique extérieure chinoise vers plus d'opposition ou d'engagement dans le système existant est à comprendre en regard de la situation intérieure du pays et des grands événements internationaux qui rapprochent ou divisent le club des grandes puissances (11 septembre, guerre en Irak, etc.).

Outre la tentative de relire les deux dernières décennies de politique extérieure de la Chine en termes de bataille pour la reconnaissance de son statut de grande puissance, cet ouvrage présente l'intérêt de couvrir et de mettre en perspective un nombre considérable de travaux aussi bien chinois qu'occidentaux. Y. Deng est diplômé de l'université Renmin de Pékin et titulaire d'un doctorat effectué aux États-Unis, où il vit et enseigne à l'United States Naval Academy. Sa connaissance des deux pays lui permet ainsi de proposer un tableau détaillé des idées, des débats, et des intellectuels influents qui les animent des deux côtés du Pacifique.

**Hélène Le Bail**

### **FAILED DIPLOMACY. THE TRAGIC STORY OF HOW NORTH KOREA GOT THE BOMB**

Charles L. Pritchard  
Washington, Brookings Institution Press, 2007, 228 pages

### **THE PENINSULA QUESTION. A CHRONICLE OF THE SECOND KOREAN NUCLEAR CRISIS**

Yoichi Funabashi  
Washington, Brookings Institution Press, 2007, 592 pages

Le lancement d'une fusée nord-coréenne le 5 avril 2009, malgré les mises en garde de la communauté internationale, témoigne s'il en était encore besoin que les négociations internationales demeurent tributaires de l'évolution des situations politiques nationales, en particulier à Washington, ici directement visé. Si le démantèlement des installations nucléaires nord-coréennes initié par l'accord de février 2007 a connu une progression jusqu'à la fin de l'été 2008 (destruction de la tour de refroidissement du complexe de Yongbyon, retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme international, etc.), il s'est interrompu au cours de la transition américaine ouverte en novembre 2008.

La seconde crise nucléaire nord-coréenne a débuté en 2002, lorsque les services de renseignement américains ont découvert des éléments tendant à prouver que Pyongyang développait un programme d'enrichissement d'uranium. Chacun de ces deux ouvrages contribue à ren-

forcer la compréhension de cette crise et de son déroulement, qu'il s'agisse de mettre en évidence les incohérences dans la gestion de la crise par l'Administration de George W. Bush (d'où le titre de l'ouvrage de Charles L. Pritchard, *Failed Diplomacy*) ou de comprendre comment l'interaction des positionnements nationaux a lentement posé les bases de l'accord intervenu en février 2007 dans le cadre des Pourparlers à Six (*The Peninsula Question*).

Dans son court ouvrage, C. L. Pritchard se livre à une vive critique de la politique nord-coréenne de l'Administration Bush de 2001 à 2006. L'intérêt du livre réside dans le témoignage de l'auteur, directement impliqué dans l'équipe américaine de gestion de la crise en tant que directeur des affaires asiatiques au National Security Council, puis envoyé spécial pour les négociations avec Pyongyang. Son récit est particulièrement éloquent lorsqu'il évoque les conflits ayant opposé, au sein de l'Administration américaine, les tenants de la « clarté morale » (vice-présidence et Pentagone en priorité) à ceux d'une diplomatie plus pragmatique (Département d'État). S'il a été directement confronté aux effets de la rhétorique de l'« Axe du mal » et du *regime change*, l'auteur reproche moins à l'Administration l'adoption d'une ligne trop dure que l'inconstance d'une diplomatie américaine à plusieurs voix, incapable tant de s'en tenir à une ligne de fer-

meté pragmatique que de rassurer Pyongyang quant aux intentions de Washington.

L'intérêt du témoignage se limite pourtant assez nettement à cette première moitié de l'ouvrage, qui correspond à la période au cours de laquelle C.L. Pritchard fut un acteur de ce que l'on peut – bien que difficilement – qualifier de politique nord-coréenne de Washington. L'apport de la seconde moitié de l'ouvrage, dans laquelle l'auteur relate l'évolution de la diplomatie américaine après sa démission à l'été 2003, se révèle assez décevant. Paradoxalement, la focalisation de cet ouvrage sur la dimension proprement américaine de la crise ne permet pas d'en dire beaucoup plus que Yoichi Funabashi, rédacteur en chef de l'*Asahi Shimbun*, dans son ouvrage *The Peninsula Question*. Celui-ci étant paru quelques mois après *Failed Diplomacy*, l'auteur peut en reprendre les points saillants et les introduire dans la chronique qu'il dresse des négociations impliquant la Corée du Nord depuis le début des années 2000.

Résultat de plus de 150 entretiens, *The Peninsula Question* retrace de manière exhaustive le processus de formulation des positionnements japonais, sud-coréen, américain, chinois et russe sur le dossier nucléaire nord-coréen, qui aboutit à l'organisation des Pourparlers à Six, dont le déroulement est décrit en détail jusqu'à l'essai nucléaire

nord-coréen du 9 octobre 2006. La richesse du propos de Y. Funabashi est exemplaire, et l'ouvrage rend parfaitement compte de la complexité de la crise et de l'évolution des politiques adoptées par chaque État : les attermolements américains déjà abordés par C. L. Pritchard sont replacés dans une perspective générale, marquée aussi bien par l'échec des tentatives de médiation russe ou la réorientation des diplomaties sud-coréenne, japonaise et chinoise.

Si ces deux ouvrages apportent quantité d'analyses et de témoignages éclairants sur la façon dont ont pu émerger les Pourparlers à Six, le souci constant de Y. Funabashi de replacer chaque situation nationale dans son contexte historique, parfois même assez éloigné, et l'ampleur de l'effort accompli contribueront sans aucun doute à faire de *The Peninsula Question* un texte de référence sur le sujet.

**Corentin Brustlein**

#### FOREIGN POLICIES OF PRIME MINISTERS OF INDIA

Harish Kapur  
New Delhi, Lancer Publishers,  
2009, 600 pages

Ce nouvel ouvrage de Harish Kapur, professeur honoraire à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, est original à la fois dans sa conception et dans son contenu. La politique étrangère de l'Inde y est

analysée en parallèle avec le rôle des Premiers ministres ; les sources classiques sont étoffées d'*insider stories*.

Nehru reste la figure dominante parmi les hommes politiques étudiés. À la fois Premier ministre et ministre des Affaires étrangères (1947-1964), il acquiert un grand prestige au sein des pays non alignés et tisse des liens avec les grandes puissances. Dans le même temps, l'aveuglement du Premier ministre indien le plus qualifié en politique étrangère au sujet de la définition des frontières dans l'Himalaya est difficilement compréhensible. Nehru, refusant d'envisager une remise en question des frontières, mène une politique chinoise qui le conduira au désastre et assombriera le bilan de son mandat. Suite à des incidents répétés depuis 1959, il donne l'ordre à ses troupes en 1962 de chasser les Chinois des zones litigieuses et c'est la débâcle, « un mini-1940 », me disait un ami français : opérations militaires mal conçues à tous les échelons, commandement médiocre, soldats très mal équipés. C'est une énorme humiliation pour Nehru, qui adresse des appels angoissés à Washington afin d'obtenir de l'aide militaire.

Lal Bahadur Shastri, qui ne connaît pas grand-chose à la scène internationale, succède à Nehru. Il s'entoure de remarquables collaborateurs. Sous des dehors insignifiants se cache un homme de caractère, compétent, intègre, comme il le dé-

montre durant la guerre que provoque le Pakistan en septembre 1965. En 1966 débute un nouveau long règne, celui d'Indira Gandhi, qui suit de moins près la politique étrangère. Depuis 1984, des mandats plus brefs conduits par des personnalités variées se succèdent.

Les nouvelles orientations définies à partir de 1990 sont, quant à elles, bien marquées : recul du non alignement, importance accrue des questions d'économie internationale du fait de la mondialisation, rapprochement avec les États Unis.

Chaque chapitre de l'ouvrage comporte également un volet sur la politique régionale de l'Inde. Kapur souligne ainsi les nombreux points de friction ou de tension qui perdurent. N'eût-il pas été possible d'arriver à des relations plus harmonieuses avec le Pakistan ? D'éviter les coups de froid avec le Bangladesh pourtant libéré par l'armée indienne fin 1971 ? Certes, les responsabilités sont partagées, mais l'auteur a raison d'écrire : « Ce qu'il faut vraiment, c'est que l'Inde prenne une initiative radicale » pour rapprocher les pays de l'Asie du Sud. On en reste hélas encore loin.

**Gilbert Etienne**

## BEHENJI : A POLITICAL BIOGRAPHY OF MAYAWATI

Ajoy Bose

New Delhi, Penguin Books India, 2008, 277 pages

Dans cet ouvrage essentiel pour comprendre la politique indienne contemporaine, le journaliste Ajoy Bose analyse le parcours de l'une des personnalités les plus originales et les plus puissantes de son pays : Mayawati. L'enquête, qui regorge d'anecdotes, se divise en deux parties : la première propose un récit chronologique de son parcours ; la seconde se concentre sur les problématiques liées à sa conquête et à sa pratique du pouvoir. À la tête du Bahujan Samaj Party (BSP), cette femme est parvenue en 2007 à se faire élire pour la quatrième fois *Chief Minister* de l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Union. Mais sa véritable ambition est nationale : elle aspire à devenir la première Premier ministre d'origine intouchable (*dalit*) de l'Inde.

Femme et *dalit*, elle a dès son enfance lutté contre les préjugés d'une société machiste fondée sur un système de castes. L'auteur rappelle, à juste titre, qu'elle est issue d'une famille modeste mais déjà émancipée socialement ; son ascension doit être replacée dans le long processus de politisation des intouchables. La principale figure historique de ce combat est Bhimrao Ramji Ambedkar, le père de la Constitution indienne. Toutefois, A. Bose souligne

qu'elle doit sa carrière fulgurante à un « activiste *dalit* visionnaire » : le fondateur du BSP, Kanshi Ram, qui fut son mentor politique. En rebaptisant du nom de ces deux personnalités de nombreux lieux en Uttar Pradesh, elle s'est affirmée comme leur héritière. Avec le BSP, Mayawati est devenue la candidate des *dalit* : en 2007, 77% d'entre eux l'ont soutenue lors des élections régionales. Bien que cette stratégie ait longtemps été accompagnée d'une rhétorique violente contre les hautes castes, le BSP n'est cependant pas un parti uniquement *dalit*. La formation a su élargir son électorat jusqu'à emporter le soutien d'autres communautés comme les castes arriérées, les musulmans, voire les brahmanes appauvris.

L'auteur attire également notre attention sur l'un des traits marquants de Mayawati : son opportunisme politique. Tendue vers la conquête du pouvoir, elle ne s'interdit aucune alliance, au point de collaborer à plusieurs reprises avec le Bharatiya Janata Party (BJP), dominé par les hautes castes. Leur entente paraît pourtant à première vue contre nature.

Bien que Mayawati revendique le vote des groupes discriminés, A. Bose prouve par ailleurs que sa gestion de l'Uttar Pradesh n'a rien de révolutionnaire. Plusieurs organisations radicales lui reprochent ainsi de ne pas avoir amélioré les conditions de vie des plus pauvres. Néanmoins, les *dalit* seraient mieux

traités par la police et l'administration lorsque Mayawati est au pouvoir. L'auteur en déduit que le BSP n'est pas un parti d'agitation, mais une formation de mobilisation électorale, et que le changement promu par Mayawati est avant tout symbolique et psychologique. Son surnom – Behenji – renvoie d'ailleurs à la relation affective qui l'unit aux *dalit* : elle est la « sœur » qui veille sur eux. L'absence de grandes réformes serait compensée par le sentiment de dignité inspiré par ses succès. En devenant la protectrice d'une partie des brahmanes, elle inverse implicitement la pyramide des castes, ce qui représente un motif de fierté pour les *dalit*.

Cette réussite fait toutefois de Mayawati la cible de nombreuses critiques : on l'accuse d'être autoritaire, incompétente et corrompue (depuis son entrée en politique, elle est devenue l'une des principales fortunes de l'Inde). A. Bose relativise ces attaques en rappelant qu'elles sont portées contre la quasi-totalité de la classe politique. En participant au système en place, elle ferait en revanche entrer les *dalit* dans la normalité indienne.

L'auteur pose enfin deux questions qui animent le débat politique actuel : Mayawati est-elle capable d'implanter sa stratégie de conquête en dehors de l'Uttar Pradesh ? A-t-elle les moyens de devenir Premier ministre ? Jusqu'à présent le BSP n'a jamais percé à l'extérieur de son fief septentrional de langue hindi. Ce

n'est donc pas un hasard si sa campagne pour les élections législatives de 2009 a été lancée dans l'État méridional et dravidien du Kerala. A. Bose explique que le BSP ne pourra pourtant pas conquérir de nouveaux États tant que des leaders régionaux n'apparaîtront pas en son sein ; or leur émergence serait bloquée par la personnalisation du parti autour de Mayawati.

Les résultats des dernières élections démontrent que ces conditions ne sont pas encore remplies. Le BSP a en effet légèrement amélioré son score par rapport à l'exercice de 2004, mais ne constitue toujours pas une force politique nationale incontournable. Mayawati n'est pas devenue une « faiseuse de rois », et encore moins une candidate sérieuse au poste de Premier ministre... On peut cependant parier que cette politicienne encore jeune et extrêmement tenace saura tirer les leçons de son échec pour poursuivre sa marche sur New Delhi.

**Raphaël Gutmann**

## MAGHREB/MOYEN-ORIENT

### KINGMAKERS: THE INVENTION OF THE MODERN MIDDLE EAST

Karl Meyer et Shareen Blair Brysac  
New York, W.W. Norton & Co,  
2008, 512 pages

Cet épais ouvrage a pour ambition de raconter la vie des « faiseurs de rois », ou plus simplement des personnalités qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

et au cours du XX<sup>e</sup>, ont contribué à bâtir le Moyen-Orient moderne. Comme le note le texte de présentation, certaines sont très célèbres, d'autres controversées, d'autres inconnues ; certaines ont eu une vie glorieuse, d'autres ont fini dans l'infamie. Ainsi douze personnalités ont-elles été choisies, qui vont de Glubb Pacha à Paul Wolfowitz, en passant par Gertrude Bell, T. E. Lawrence et St. John Philby. Les deux auteurs sont des journalistes, non spécialistes des affaires du Moyen-Orient, et qui nous offrent un travail original.

Il est clair que la sélection de *Kingmakers* ne pouvait être qu'arbitraire. Tout d'abord, la modernité n'a pas été introduite au Moyen-Orient seulement par des Britanniques et des Américains, qui sont pourtant les seuls à apparaître dans cette liste, même si certains d'entre eux ont joué un rôle important, voire décisif dans certains cas. Cette région a toujours été et reste soumise à des influences extérieures, anglo-saxonnes mais aussi françaises, russes, allemandes, qui ont été portées par de fortes personnalités dont beaucoup sont tombées dans l'oubli. Parmi les personnalités anglo-saxonnes, un autre choix aurait par ailleurs pu être fait. Enfin, il est évident que leur contribution à l'histoire moderne a parfois été des plus négatives, et que leur action n'est pas allée dans le sens de la modernité, bien au contraire – ce que les auteurs reconnaissent bien volontiers.

Ces vies et la façon de les décrire, souvent anecdotique, présentent un intérêt inégal. À cet égard, le chapitre consacré à T. E. Lawrence, intitulé « The Frenzy of Renown », met bien en perspective la dimension médiatique du personnage, mais reste court sur les questions que les auteurs se sont eux-mêmes posées. Sa renommée est-elle à la mesure de ses réalisations ? Comment sa légende a-t-elle acquis une telle dimension épique ? Comment s'explique la persistance de cette légende à une époque où l'héroïsme est dévalué – sur le Web, T. E. Lawrence bénéficie de près de 2 millions de références ? Les réponses ne sont pas convaincantes et le mystère de Lawrence d'Arabie reste entier.

Le chapitre consacré à la vie de M. Sykes est en revanche beaucoup plus stimulant. On le croyait seulement co-auteur des fameux accords Sykes-Picot, qui ont réparti en sphères d'influence britannique et française l'Empire ottoman proche de son effondrement. Son rôle dépasse en fait ces simples accords controversés. Créateur du Bureau arabe installé au Caire en 1916, il apparaît largement comme l'inspirateur de la politique britannique au Moyen-Orient pendant cette période-clé que représente la décennie 1914-1924 et, selon les auteurs, il serait le véritable père de la déclaration Balfour : Balfour lui-même aurait exprimé des réserves sur ce texte. Il semble, plus étonnant encore, que le gouvernement dans

son ensemble n'ait pas été consulté. Ses motivations ne sont d'ailleurs pas très claires : volonté de faire un geste à l'égard du mouvement sioniste ? Sympathie plus générale pour la promotion des nations au rang d'États ? M. Sykes ne paraît pas avoir pesé toutes les conséquences de son geste pour l'avenir à long terme, ni avoir discerné de contradictions avec la politique britannique affichée de soutien à la cause arabe. Il était conscient des animosités qui existaient entre communautés arabe et juives, mais sans doute sous-estimé le « particularisme arabe ». Dans son autobiographie, Chaim Weizmann, le premier président de l'État d'Israël, lui rend un hommage appuyé : « Il est le seul qui a compris parfaitement le Proche-Orient et qui a bénéficié de la pleine confiance des Arabes, des Juifs et des Arméniens ». Il n'est pas sûr que ce jugement soit aujourd'hui partagé par tous.

Quoi qu'il en soit, le jeu et l'influence des personnalités évoquées dans cet ouvrage permettent de mieux comprendre le Moyen-Orient, et pourquoi le poids de l'histoire y est si lourd. Il témoigne également de la fascination qu'exerce cette région sur les membres de l'establishment américain ou britannique, comme sur des aventuriers qui auraient trouvé dans cette région du monde l'accomplissement de leurs rêves.

**Denis Bauchard**

## AVOIR VINGT ANS AU PAYS DES AYATOLLAHS

Farhad Khosrokhavar et Amir  
Nikpey  
Paris, Robert Laffont, 2008,  
414 pages

À partir d'entretiens avec des jeunes de la ville sainte de Qom, les auteurs dévoilent un pan inexploré d'une société qui est le plus souvent analysée à partir de la situation de la jeunesse modernisée des quartiers Nord de Téhéran<sup>1</sup>. Le cas de la ville sainte de Qom est intéressant à plusieurs titres : il s'agit d'abord de la ville la plus traditionnelle d'Iran, même si la sociologie « par le bas » met en lumière la relation paradoxale qu'entretiennent les jeunes de Qom avec la modernité. Elle est ensuite l'un des centres du pouvoir théocratique de la République islamique, et sa proximité géographique avec Téhéran permet de porter un regard distancié sur la situation de la jeunesse dans la capitale. En effet, alors que la jeunesse de Téhéran est dans une large mesure modernisée et perçoit l'État comme un obstacle au développement et à l'épanouissement personnel, celle de Qom et, plus largement, celle du plateau central de l'Iran, demeure plus conservatrice. Elle a, dans une certaine mesure, intériorisé les normes islamiques inculquées par l'État. Enfin, ce qui se passe à Qom éclaire sous un jour nouveau des phénomènes sociaux qui se déve-

loppent dans les banlieues françaises, ou plus largement au sein des quartiers populaires des grandes villes européennes où se retrouvent des populations immigrées issues de pays musulmans (Turquie, Pakistan...).

La première partie de l'ouvrage aborde la question de la sécularisation dans une ville religieuse traditionnelle. Même si seule une petite minorité de jeunes est prête à assumer une rupture complète entre le religieux et le politique, on constate que l'idéologie religieuse révolutionnaire qui visait à créer un homme islamique nouveau est moins répandue que pendant les premières années de la révolution. Ainsi de nouvelles formes d'individualisations apparaissent-elles, qui se combinent avec le religieux sans pour autant le rejeter entièrement dans la sphère privée. En revanche, à propos des relations homme/femme, la vision patriarcale du religieux met à jour une relation paradoxale des jeunes avec la notion d'égalité des sexes. De timides signaux témoignent d'une évolution vers une affirmation de soi des jeunes femmes iraniennes ; le féminisme iranien n'est néanmoins pas dénué de faiblesses. La principale difficulté « n'est pas tant dans l'absence de sentiment d'injustice ou dans la faiblesse de prise de conscience de soi que dans l'incapacité à communiquer avec d'autres femmes (ou hommes) afin d'ouvrir les perspectives d'une vision et d'une action collective ».

1. Voir par exemple D. Minoui, *Les Pintades à Téhéran*, Paris, Jacob-Duvernet, 2007.

La relation des Iraniens avec l'étranger (américain, afghan ou arabe) fait également l'objet d'une étude approfondie. Ainsi, la relation ambivalente avec l'Américain (fascination-répulsion) serait compliquée, selon un jeune interviewé, par le caractère excessif des deux pays : excès de liberté aux États-Unis, manque excessif de liberté en Iran. Par ailleurs, certaines caractéristiques des relations entre Iraniens et Afghans ou Iraniens et Arabes correspondent à « des constructions racistes du monde moderne, qui consistent à déclarer l'autre comme culturellement hétérogène et inassimilable ». On oublie, par nationalisme, que l'on partage la même religion. Toutefois, les opinions d'« en bas » sont diverses, et d'aucuns voient en l'immigré afghan la figure de « l'ouvrier irremplaçable » qui exécute les travaux que les Iraniens refusent d'accomplir pour un salaire moindre.

La volonté de chaque Iranien de devenir « acteur de sa vie » se manifeste aussi dans ce que les auteurs qualifient de « révolution silencieuse des loisirs ». Le souci de soi démontré par la jeunesse se traduit donc par un développement des activités de loisir et cela, en dépit des nombreuses restrictions imposées par les couches traditionnelles de la société ou par l'État. Les loisirs pratiqués sont, entre autres, la montagne, la musique, le cinéma ou le théâtre ainsi que la télévision, qui a profondément évolué ces dernières années avec l'introduction des paraboles, qui permettent aux Ira-

niens d'avoir accès aux chaînes satellitaires. De même, la diffusion du téléphone portable et l'utilisation d'Internet ont bouleversé les relations entre les jeunes, notamment au sein des couches moyennes de la société. Ces moyens de communication leur permettent ainsi « d'entretenir des rapports à l'abri du regard inquisiteur de la famille ou de la police des mœurs ».

Ce travail sociologique remarquable est indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'Iran, et plus largement à l'évolution des sociétés occidentales et musulmanes. À travers l'exemple d'une ville sainte chiite, les auteurs parviennent à décrypter les évolutions sociales en cours au sein d'un pays trop souvent caricaturé, et qui reste largement méconnu en Occident.

**Clément Therme**

#### **CONVERSIONS RELIGIEUSES ET MUTATIONS POLITIQUES EN ÉGYPTÉ : TARES ET AVATARS DU COMMUNAUTARISME ÉGYPTIEN**

Laure Guirguis (dir.)  
Paris, Editions Non Lieu, 2008,  
259 pages

#### **L'ÉGYPTÉ ENTRE DÉMOCRATIE ET ISLAMISME. LE SYSTÈME MOUBARAK À L'HEURE DE LA SUCCESSION**

Jean-Noël Ferrié  
Paris, Autrement, 2008, 124 pages

Jean-Noël Ferrié s'emploie à dévoiler dans son ouvrage les mécanismes du système qui a permis au

pouvoir égyptien de conserver une étonnante stabilité, en dépit de situations paradoxales telles que la coexistence du libéralisme et de la réislamisation. Sur ce dernier point, plusieurs collaborateurs du volume dirigé par Laure Guirguis et consacré aux conversions nous rappellent que l'article 2 de la Constitution égyptienne stipule que « les principes de la charia sont la source principale de la législation », tandis que l'article 46 énonce que « l'État garantit la liberté de croyance et la liberté d'exercice du culte ». Ces deux visions de l'État, l'une religieuse et l'autre séculière, coexistent difficilement et s'opposent dans la définition même du principe de citoyenneté. Cette contradiction aurait engendré un conflit permanent dans l'espace public égyptien et y aurait également accentué les réactions émotionnelles d'acteurs, souvent religieux, qui se livrent par conséquent à des « discours délirants sur la religion d'autrui, la dénigrant et l'insultant » (T. Aclimandos).

Face aux tensions interconfessionnelles qui semblent s'exacerber et aux affrontements intercommunautaires, le régime de Moubarak ne se montre pas pressé d'agir. Les coûts humains n'ont pas la même valeur en Égypte que dans des régimes démocratiques, et la crainte de perdre les élections n'y existe guère. Plus généralement, la lenteur des réformes reste un caractère typique des régimes autoritaires,

qui professent « le *statu quo* évolutif ».

Par ailleurs, à partir du mandat d'Anouar el-Sadate, la participation à la vie politique s'est affaiblie. Les Égyptiens ont œuvré à la recherche de solutions alternatives privées, parfois communautaires, à leurs problèmes. Les comportements individuels constituent donc une clé explicative du maintien du *statu quo*, de la corruption et encouragent la non-intervention de l'État.

Alors que les dérèglements du service public ne provoquent aucun mouvement social, les animosités se déclenchent autour de questions privées comme les conversions. En effet, puisque le souhait d'être de bons musulmans, selon J. N. Ferrié, guide les citoyens, les pousse à respecter les normes et instaure l'équilibre dans la société, en conséquence le converti peut être poursuivi par le Bureau de la sûreté de l'État (Soliman), qui considère qu'il cause un trouble à l'ordre public.

Du christianisme vers l'islam ou de l'islam vers le christianisme, les convertis sont souvent jugés et appelés à se prononcer sur la véracité de leur foi. Il ne reste guère que les organisations de défense des droits de l'Homme en Égypte pour se soucier du destin de ceux qui semblent uniquement être source de scandales hautement médiatisés. Ces organisations cherchent souvent à rétablir les faits et remontent jusqu'aux responsabilités de l'État, que la majorité des citoyens a re-

noncé à interpellier. En effet, comme L. Guirguis nous le suggère, résoudre les querelles posées par les conversions présuppose que les mêmes droits soient reconnus à tous les citoyens égyptiens, indépendamment de leur confession. Dans le même temps, la résolution des conflits interconfessionnels ne pourra être envisagée sans réforme du système juridique aboutissant à un processus de sécularisation des institutions.

Bientôt le règne de Moubarak touchera à sa fin et un successeur a été choisi. Selon son père et les réformateurs, Gamal semble être le plus apte à garantir la sauvegarde de l'ensemble du système et la poursuite de l'œuvre de démocratisation. Quant aux Frères musulmans, qui ont su profiter de l'ouverture démocratique, ils seront, selon J. N. Ferrié, de plus en plus intégrés, de manière officielle, à la vie politique et deviendront une opposition contrôlable. Néanmoins, il n'est pas certain que les Égyptiens partisans du changement démocratique soient prêts à voter pour eux, pas plus que la majorité des islamistes n'est partisane d'un changement politique radical.

Ces deux ouvrages enrichissent notre compréhension des enjeux cachés de l'actualité égyptienne et permettent au lecteur de parcourir l'histoire moins connue des dernières années. La richesse de l'étude sur les conversions dirigée par L. Guirguis a le mérite de rendre ac-

cessible la complexité d'un débat loin d'être achevé. En parallèle, réfléchir, grâce aux analyses de J. N. Ferrié, aux perspectives de la succession présidentielle permettra enfin de considérer sous un autre angle l'évolution de la relation entre État et citoyens dans le pays.

**Valentina Frate**

## RUSSIE

### RUSSIAN EURASIANISM, AN IDEOLOGY OF EMPIRE

Marlène Laruelle

Baltimore, Johns Hopkins

University Press, 2008, 296 pages

L'eurasisme est un terme, voire un concept, qui revient de façon récurrente dès lors que l'on s'intéresse à la pensée politique de l'émigration russe blanche dans les années 1920 puis, plus fréquemment, à la Russie d'aujourd'hui. Extension par voie de radicalisation du très classique courant « slavophile », entre autres sources, l'eurasisme fait aussi fantasmer les amateurs d'études russes en les faisant parfois emprunter des chemins de traverse hasardeux, tant le sujet peut rapidement devenir scabreux.

L'ouvrage de Marlène Laruelle arrive donc à propos en ce qu'il permet de faire un point complet et précis de la question et des débats qui l'entourent. Il nous présente avec une grande clarté l'état des lieux dans sa complexité et ses con-

traditions, en le replaçant notamment dans son contexte historique et politique. L'auteur annonce avoir voulu présenter, dans leur diversité, les textes et les auteurs se revendiquant de l'eurasisme et du néo-eurasisme « sans les juger », notamment pour des raisons d'ordre méthodologique, et laisser le lecteur porter lui-même son jugement. On parlera plutôt d'une distance qui permet de qualifier ce livre de rigoureux et honnête.

Le premier chapitre, historique, constitue un préalable indispensable à cette étude. Né de l'exil russe blanc en 1920, l'eurasisme originel peut être compris comme un produit de l'air du temps et être rattaché à la révolution conservatrice et au national-bolchevisme. Émanation de la géopolitique, il est aussi une représentation de l'espace, marquée par un déterminisme géographique très en vogue alors, notamment autour de l'École de Munich de Karl Haushofer. L'eurasisme peut d'ailleurs se prévaloir également de grands précurseurs russes de la géopolitique, en particulier avec le développement de la théorie de la « topogénèse » chez Petr Savitski. Pour résumer – si cela est possible ! – toute la complexité de ce mouvement dans sa phase originelle, on pourrait dire que l'eurasisme est aussi un orientalisme dans lequel Gengis Khan apparaît comme une ombre lancinante et centrale, tant hier qu'aujourd'hui, légitimant un es-

pace idéal et reconstitué qui « offre à la Russie une utopie rétroactive ».

Les trois chapitres suivants sont consacrés aux trois principaux théoriciens du néo-eurasisme, qui prend son essor durant les dernières années d'existence de l'URSS. Il n'est pas possible de restituer ici leurs idées, sinon pour constater que l'ouvrage rend parfaitement compte de la complexité de ce mouvement qui n'est souvent pas à une contradiction près. Enjeux politiques, politiciens, rivalités de personnes, alliances et trahisons seraient les principales caractéristiques du néo-eurasisme qui, sous certains aspects et à certains moments seulement, pourrait s'apparenter à la « nouvelle droite » française et son « néo-paganisme ». Quant à l'écrivain Édouard Limonov (Parti national-bolchevique), il n'a pas hésité à qualifier Alexandre Douguine – avant leur rupture ! – de « Cyril et Méthode du fascisme »...

Si Lev Gumilev et Alexandre Douguine sont relativement connus, il semblerait que l'auteur ait, dans cette « constellation fragmentée de personnes aux ambitions rivales », une légère « préférence » pour son troisième exemple, Alexandre Panarin, nettement moins connu mais tout aussi complexe que ses « pairs », sans doute parce qu'il paraît plus subtil et se rapprocherait un peu plus d'un eurasisme originel défendant « non [pas] une restauration impériale en Russie »,

mais « une modernité dans sa variante totalitaire ».

Ces mouvements, que l'on situerait en France résolument à l'extrême droite, ont pourtant une vision plus élaborée de l'Autre, marquée notamment par une grande capacité de contextualisation de l'islam, dont il faut rappeler qu'il est la deuxième religion en Russie. Tel est l'objet des deux derniers chapitres de l'ouvrage. On trouve en effet certains mouvements musulmans qui se réclament de l'eurasisme, notamment dans les régions musulmanes de la Fédération, tel le Tatarstan qui, revendiquant l'héritage de Sultan Galiev, prône une synthèse de « la modernité européenne et de l'identité tatare musulmane ». Enfin, hors de Russie, les dirigeants du Kazakhstan sont sans doute les plus proches des thèses eurasistes comme outil d'un nationalisme d'État. A. Dougine a ainsi rédigé à la demande du président kazakh un ouvrage intitulé *La mission eurasiste de Nursultan Nazarbaev*. Tout un programme !

Il convient, pour terminer, de constater le très réel intérêt de cet ouvrage dont on peut dire sans hésiter qu'il présente une synthèse très complète, non seulement bienvenue mais nécessaire, d'une partie du débat politique intérieur russe.

**Jean-Christophe Romer**

## PARMI LES LIVRES REÇUS

---

Blondeau A.-M. et K. Buffetrille, *Authenticating Tibet. Answers to China's 100 Questions*, Berkeley, University of California Press, 2008

Champenois P.Y., *Le Néoconservatisme : de Washington à Hollywood ?*, Paris, Mare et Martin, 2007

Clémentin-Ojha C., C. Jaffrelot, D. Matringe, J. Pouchepadass (dir.), *Dictionnaire de l'Inde*, Paris, Larousse, 2009.

Gresh A., J. Radvanyi, Ph. Reka-  
cewicz, C. Samary, D. Vidal (dir.),  
*Le Monde diplomatique*, hors-série :  
Atlas, Paris, Monde diplomatique  
2009.

